

# Comment la France s'est transformée

[Tweeter](#)

Julien Bonnet, Guillaume Duval

*Alternatives Economiques* n° 269 - mai 2008



## Evolution de l'emploi depuis 1968

Nombre d'emplois (en millions)	1968	2006
Hommes	13,0	13,5
Femmes	6,9	11,5

Catégories socio-professionnelles (en % de l'emploi) *		
Agriculteurs	12	2,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	9	6,3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5	15,4
Professions intermédiaires	12	23,5
Employés	18	29,5
Ouvriers	38	22,8

<b>Chômeurs</b>	<b>2,8 %</b>	<b>7,5 %</b>
CDD	0	8,0 %

Source : Insee

\* En 1968, hors clergé et militaires.

## 1968 : une économie d'avant la globalisation

Commerce extérieur (en % du PIB)	1968	2007
Importations	13,5	28,5
Exportations	13,2	26,9

Source : Ameco

En % de l'investissement	1968	2006
Investissements directs étrangers en France	0,6 %	17,6 %
Investissements directs français à l'étranger	1,1 %	25,0 %

Source : Banque de France

En % du PIB	1968	2006
Capitalisation boursière	18 %	85 %

Sources : Insee, Bozio

En % de la population	1968	2005
Immigrés	6,5 %	8,1 %

Source : Insee

	1970	2005
Taux de pauvreté	12 %	6,3 %
Taux de pauvreté des retraités	27 %	4,0 %

	1968	2005
Rapport interdécile D9/D1	4,8	3,1

	1968	2005
Salaire moyen des femmes/salaire moyen des hommes	66,3 %	81 %

Part des femmes	1968	2007
Candidates à l'Assemblée nationale	3,3 %	41,6 %
Députées	1,7 %	18,5 %

Source : Insee

1968 : une société plus inégalitaire

Taux d'équipement (en % des ménages)	1968	2004
Automobiles	53,3 %	81 %
Plusieurs automobiles	n. s.	35 %
Télévision	61,9 %	95 %
Téléphone fixe	12,4 %*	86 %**
Congélateur	0 %	80 %
Micro-ondes	0 %	74 %
Téléphone portable	0 %	75 %**
Micro-ordinateur	0 %	66 %**
Internet	0 %	51 %**

Sources : Credoc, Insee

\* 1967. \*\* 2007. n. s. : non significatif.

En % du total	1968	2002
Logements avec baignoire ou douche	47,5 %	97,4 %

Source : Insee

En tonnes d'équivalent pétrole par habitant	1970	2007
Consommation d'énergie primaire	2,947	4,498

En kilos par habitant	1968	2004
Déchets ménagers	180	353

Consommation par fonction (en %)	1968	2006
Alimentation	26,5 %	16,8 %
Habillement	10,5 %	4,7 %
Logement	16,3 %	25,2 %

Source : Ademe

La consommation en 1968

	1968	2005
Nombre moyen de personnes par ménage	3,1	2,3
Enfants de famille monoparentale (en % du total des enfants)	7,8 %	17,5 %
Personnes seules (en millions)	3,2	8,4

En % du total des naissances	1970	2006
Naissances hors mariage	6,8 %	50,5 %

	1968	2007
Mariages	357 000	266 000
Divorces	36 100	139 000*
Pacs	0	77 300*

Sources : Ined, Insee

\* 2006.

#### La famille en 1968

	1970	2006
Part d'une génération au bac	20,1 %	64,3 %

  

	1968	2006
Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur	695 318	2 275 044

Source : Éducation nationale

En % de la population des 35-64 ans	1968	2005
Sans diplôme ou certificat d'études primaires	79,3	27,6
BEPC, CAP, BEP	12	29,4
Baccalauréat	5,1	14,4
Au-delà du Bac	3,5	22,2

Source : Insee

#### L'école en 1968

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis 1968. Emploi, famille, école, consommation..., l'économie et la société ont profondément changé.

*Alternatives Economiques* se plie d'autant plus volontiers à l'exercice de commémoration des événements de 1968 que l'"esprit de mai" a joué un rôle essentiel dans la gestation de notre journal, à la fin des années 70. Il y a cependant plusieurs façons d'aborder un tel anniversaire: on peut revenir sur les événements de l'époque ou bien en profiter pour mesurer le chemin parcouru depuis. C'est cette seconde option que nous avons retenue. Travail, famille, consommation, éducation, inégalités..., les choses bougent en effet très lentement d'une année sur l'autre. En revanche, quand on se projette d'un coup quarante ans en arrière, on mesure combien la société a changé. Raison pour laquelle, d'ailleurs, cela n'a pas grand sens d'instrumentaliser les événements de 1968 dans les débats politiques actuels. Tour d'horizon.

Emploi: le grand chambardement

En 1968, 13 millions d'hommes occupaient un emploi. Ils sont aujourd'hui 13,5 millions. En revanche, un peu moins de 7 millions de femmes seulement avaient alors un emploi rémunéré (1), elles sont maintenant 11,5 millions. Bien qu'on soit encore très loin de l'égalité hommes-femmes, c'est incontestablement la mutation la plus structurante des quarante dernières années. Pas seulement sur le terrain de l'emploi, mais aussi pour l'ensemble de la société. C'est cependant loin d'être le seul bouleversement.

En 1968, le chômage ne touchait que 2,8% de la population active et les contrats à durée déterminée n'existaient pas - ils n'ont été créés qu'en 1979 -; quant à l'intérim ou au temps partiel, ils étaient marginaux. On aurait toutefois tort d'en conclure qu'à l'époque, les salariés restaient à vie au sein d'une même entreprise. Au contraire, le plein-emploi rendait possible une forte mobilité des travailleurs. Il n'y avait en effet guère de risque à quitter un employeur: et si le nouveau ne convenait pas, on n'avait aucun mal à en trouver un troisième. C'est le chômage de masse qui a figé les structures économiques. Et a poussé à la création de statuts précaires pour répondre quand même aux besoins de flexibilité des entreprises.

La structure de l'activité économique elle-même a été profondément bouleversée. En 1968, la France n'était certes déjà plus un pays d'abord agricole. Mai 68 s'explique d'ailleurs par le contraste entre des structures sociales figées et le mouvement d'urbanisation intervenu depuis 1945. Un peu plus de 3 millions de personnes n'en étaient pas moins encore employées dans l'agriculture, soit presque une sur six. Aujourd'hui, elles ne sont plus que 900 000, une sur trente.

Le recul de l'emploi industriel a été lui aussi spectaculaire: en 1968 plus d'une personne sur quatre était employée dans l'industrie, contre une sur huit seulement actuellement. Même si une partie de cette baisse est due à l'externalisation de services (cantine, nettoyage, gardiennage, informatique...). Parallèlement, les "forteresses ouvrières", comme à l'époque l'usine Renault de Billancourt, dans les Hauts-de-Seine, qui ont joué un rôle central dans le mouvement de 1968, ont largement perdu de leur poids: les établissements de plus de 500 salariés regroupaient un peu plus d'un salarié sur cinq en 1968, contre un peu moins d'un sur dix aujourd'hui. A contrario, l'emploi dans les services a quasiment doublé: dans le secteur marchand, on est ainsi passé de 6 millions d'emplois à quasiment 12 millions et dans le non-marchand de 3 à 7 millions...

En termes de type d'emploi, le chambardement est là aussi majeur. En 1968, les non-salariés représentaient encore presque le quart de la population active. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 10%. Le mouvement de salarisation est quasiment arrivé à son terme. Les ouvriers sont loin d'avoir disparu: ils représentent encore un peu plus d'un emploi sur cinq, mais ils étaient près de quatre sur dix en 1968. Ils formaient alors un groupe social central à un moment où le développement de l'industrie, et corrélativement celui de la classe ouvrière, étaient considérés comme synonyme du progrès. Désormais, tant les employés que les professions intermédiaires sont plus nombreux que les ouvriers. Les cadres restent encore un peu moins nombreux qu'eux, mais on n'en comptait qu'un pour sept ouvriers en 1968...

Une économie d'avant la globalisation

En 1968, la France faisait déjà partie du marché commun depuis dix ans (c'était encore l'Europe des Six). Les Beatles faisaient un tabac et, depuis la Libération, tout le monde connaissait le Coca Cola. Mais l'économie était bien plus nationale qu'aujourd'hui. Les importations ne pesaient que 13,5% du produit intérieur brut (PIB), contre 29% maintenant, plus du double. Même tendance pour les exportations. Et, en dehors de l'Europe, ces flux commerciaux restaient encore essentiellement tournés vers l'ancien empire colonial. Si on s'intéresse plus particulièrement à l'industrie, le bouleversement est beaucoup plus spectaculaire encore: en 1968, les importations de biens représentaient la moitié de la valeur ajoutée industrielle produite en France. Aujourd'hui, elles en pèsent le double.

De même, il y a quarante ans, les multinationales étaient quasi inexistantes: les investissements étrangers entrés en France en 1968 pesaient 148 millions d'euros, soit 0,6% de l'investissement réalisé dans l'Hexagone. En 2006, ils se chiffraient à 65 milliards d'euros, 18% de l'investissement, trente fois plus en proportion... Et les investissements français à l'étranger ont, eux aussi, connu une explosion parallèle.

Du côté de la finance, la situation a radicalement changé. En 1968, la capitalisation boursière pesait 18% du PIB français, contre 85% en 2006. On était encore à l'époque où les banques dominaient et les actionnaires n'avaient pas leur mot à dire. L'internationalisation de la finance en était à ses balbutiements: la Banque de France ne fournit pas les chiffres pour 1968 (signe que ces montants étaient très faibles), mais en 1973, les investissements de portefeuille des étrangers en France (c'est-à-dire les titres financiers achetés pour être revendus à court terme) ne pesaient que 930 millions d'euros, soit 0,5% du PIB. En 2006, ils représentaient 211 milliards d'euros, soit 12% du PIB, 25 fois plus...

Il y a cependant un domaine où la société française n'est guère devenue plus ouverte: les hommes. En 1968, la France comptait 3,2 millions d'immigrés (2), soit 6,5% de sa population. On les avait fait venir en masse après guerre pour construire les immeubles et faire tourner les usines. Ils sont aujourd'hui 4,9 millions, soit 8,1% des habitants de l'Hexagone. Malgré cette stabilité globale, des changements importants se sont produits: les immigrés d'Europe du Sud (Espagne, Italie, Portugal) ont reculé au profit des immigrés d'Afrique. Sans oublier les Anglais ou les Néerlandais qui, à l'époque, ignoraient encore les charmes de la France rurale... En 1968, l'immigration était essentiellement masculine. Aujourd'hui, on compte plus de femmes immigrées que d'hommes. Un effet du quasi-blocage de l'immigration de travail depuis 1974 et de la poursuite de l'immigration au seul titre du regroupement familial.

Inégalités: ce n'était pas mieux avant

En 1968, il existait déjà un salaire minimum (il a été mis en place en 1950) et sa hausse de 35% a tenu une place centrale dans les accords de Grenelle des 25 et 26 mai 1968. Simplement, il se montait à l'époque à... 0,40 euro de l'heure, contre 8,60 aujourd'hui, plus de vingt fois plus. Par ailleurs, on a souvent tendance à idéaliser les Trente Glorieuses (3). On croit en particulier que les inégalités étaient moins fortes à l'époque qu'actuellement, après trente ans de chômage de masse et de montée en puissance de la finance de marché. Ce n'était pas le cas. En effet, le rapport entre le plus bas revenu des 10% les plus riches (D9) et le plus haut des 10% les plus pauvres (D1) est passé entre temps de 4,8 à 3,1. L'après-guerre avait été en effet une période de croissance des inégalités, comme l'a établi Thomas Piketty (4). D'où d'ailleurs le mécontentement des salariés qui réclamaient en 1968 leur part du gâteau de la croissance.

Ce n'est qu'après 1968 que les inégalités se sont sensiblement réduites, notamment du fait de l'amélioration massive de la situation des retraités. On comptait en effet 12% de pauvres en France en 1970, contre 6% aujourd'hui (au seuil de pauvreté à 50% du revenu médian). Et cela bien que ce seuil, à l'époque de 365 euros par mois en euros de 2005, soit monté à 681 euros, presque deux fois plus. En 1968, ce n'est qu'à 65,5 ans que la moitié de la population active avait quitté le marché du travail, contre 59 ans en 2002. Alors que l'espérance de vie n'était en moyenne que de 67,8 ans pour les hommes et de 75,2 ans pour les femmes, soit neuf ans de moins qu'aujourd'hui. Et pas le temps de faire beaucoup de voyages!

De toute façon, la plupart des retraités n'en avaient pas les moyens: 27% d'entre eux étaient pauvres, contre 4% aujourd'hui. Certes, il en reste encore beaucoup aujourd'hui (et même de plus en plus ces dernières années), mais c'est désormais chez les 18-24 ans qu'on compte le plus de pauvres: 9,8% en 2005. C'est en effet au moment de l'insertion sur le marché du travail que la dégradation de l'emploi intervenue depuis quarante ans se fait le plus sentir.

Quant aux inégalités hommes-femmes, elles se sont également beaucoup réduites, même si on reste loin de l'égalité: en 1968, le salaire moyen des femmes représentait 66% de celui des hommes, contre 81% aujourd'hui.

Cette réduction des inégalités est liée pour une part essentielle au développement de la protection sociale: impôts et cotisations sociales ne représentaient en effet que 35,5% du PIB en 1968, contre 45,8% aujourd'hui. Une croissance due surtout à la montée en puissance des retraites par répartition, à la progression des dépenses de santé et, dans une moindre mesure, aux politiques de solidarité rendues nécessaires par la montée du chômage (le revenu minimum d'insertion date ainsi de 1989).

Consommation: ce n'était qu'un début...

Mai 1968 a marqué le début de la contestation de la société de consommation. Pourtant, vu d'aujourd'hui, la vie de l'époque paraît d'une frugalité extraordinaire. Seul un ménage sur deux avait une voiture et probablement quasiment aucun n'en avait plusieurs, alors que c'est le cas de 35% d'entre eux aujourd'hui. La télévision était absente d'un foyer sur trois; la couleur venait de faire irruption en 1967 (sur une chaîne) et il n'y avait deux chaînes que depuis 1964. Et ce n'est que fin 1968 que la publicité y fera son apparition. Quant au téléphone (fixe évidemment), seul un ménage sur neuf en disposait à son domicile. Et aucun n'avait une chaîne hi-fi, un congélateur, un micro-ondes, un ordinateur, Internet, un téléphone mobile, un baladeur MP3 (ni un baladeur à cassette, qui ne date que de 1979)... Toutes choses dont on se demande aujourd'hui comment on peut vivre sans.

Et la qualité des logements! En 1968, seul un sur deux avait une baignoire ou une douche. On faisait encore pour l'essentiel ses courses sur les marchés ou dans l'un des 60 000 petits commerces alimentaires du pays (18 000 aujourd'hui). La grande distribution en était aux balbutiements: le premier hypermarché Carrefour n'avait ouvert qu'en 1963, à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne). Résultat: chaque Français consommait 2,9 tonnes d'équivalent pétrole par an, contre 4,5 aujourd'hui. Et produisait moins de 200 kilos de déchets ménagers, contre 350 kilos maintenant. Sur ce sujet, la révolte de mai 68 n'a visiblement pas été très efficace...

Mais la consommation qui s'est développée depuis n'est pas uniquement marchande: l'évolution en matière de santé est en particulier impressionnante. En 1968, on comptait 118 médecins pour 100 000 habitants, on en dénombre aujourd'hui 337, presque trois fois plus. Et les dépenses de santé, qui pesaient 4,5% du PIB à l'époque, en représentent aujourd'hui 8,8%, quasiment le double. En termes de structures des dépenses, les dépenses d'alimentation et d'habillement pèsent désormais en moyenne quasiment deux fois moins dans le budget des ménages; en revanche, le poste logement a bondi de 16% à 25% des dépenses.

Famille: autres temps, autres moeurs

Un divorcé qui devient président de la République en l'emportant sur une femme, mère de quatre enfants, qui n'a jamais été mariée. Un maire de Paris qui, sans cacher son homosexualité, vient d'être réélu facilement... Autant d'événements impensables il y a quarante ans. S'il y a un domaine où Mai 68 a marqué une rupture, c'est bien celui des moeurs!

En 1968, la pilule contraceptive vient tout juste d'être autorisée, l'année précédente, à l'issue d'une dure bataille parlementaire. Et ce n'est qu'en 1975 que sera autorisé le divorce par consentement mutuel (le divorce est possible depuis 1908, mais il faut prouver la "faute" du conjoint). Ce n'est également que depuis 1965 que les femmes peuvent occuper un emploi sans autorisation de leur mari... En 1968, le modèle de la femme au foyer est encore largement dominant: chez les 35-49 ans, seules 41% des femmes étaient présentes sur le marché du travail. Une proportion qui a doublé depuis.

Bien que la population soit passée de 50 millions à 63 millions d'habitants, le nombre de mariages a chuté de 357 000 en 1968 à 276 600 en 2007, l'âge du premier mariage passant de 24,6 ans en 1968 à 31,6 ans en 2004 pour les garçons. Celui des filles suit une courbe analogue avec deux ans de moins. Pendant ce temps, le nombre des divorces est passé de 36 000 à 139 000. Aujourd'hui, plus d'un enfant sur deux naît hors mariage, alors que dans les années 60, ce n'était le cas que d'un enfant sur 16.

Parallèlement, la structure des ménages s'est profondément transformée. En 1968, un ménage sur cinq était "complexe", regroupant plus de deux générations. Ce n'est plus le cas que d'un ménage sur vingt. Un effet surtout de l'amélioration de la situation des retraités qui ne dépendent plus de l'hospitalité de leurs enfants pour survivre. A l'inverse, les personnes isolées se sont multipliées: elles étaient 3,2 millions en 1968, elles sont aujourd'hui 8,4 millions. Il s'agit surtout, mais pas uniquement, de personnes âgées. Les familles monoparentales qui représentaient déjà 9,4% des familles en 1968, en pèsent plus du double aujourd'hui, 19,8%. Du coup, le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 3,1 en 1968 à 2,3. Autrement dit, avec la hausse de 27% de la population, il faut 71% de logements

de plus qu'en 1968 pour héberger tout ce monde. C'est un des ressorts de la crise que nous connaissons en la matière.

L'explosion scolaire

Le mouvement de 1968 a d'abord été un mouvement étudiant: une révolte suscitée par le début de massification de l'enseignement supérieur et les difficultés tant matérielles que culturelles que cela engendrait. La situation de l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine), où étudiait Daniel Cohn-Bendit, créée de toute pièce en 1965 dans une banlieue populaire en bordure d'un immense bidonville, était emblématique. Pourtant, à l'époque, la démocratisation de l'enseignement n'en était encore qu'au tout début.

Les Français de 1968 avaient passé en moyenne onze années de leur vie sur les bancs de l'école, leurs descendants des années 2000 y consacrent dix-neuf ans, presque le double. Le collège n'était pas unique à l'époque, ce n'est qu'en 1975 qu'il a commencé à le devenir; la plupart des enfants des classes populaires arrêtaient alors leurs études en 3e, à la fin du collège d'enseignement général (CEG): en 1970, le bac ne concernait encore que 20% d'une génération, dont moins d'un enfant d'ouvrier sur dix. En 2006, on en était rendu à 64%, dont pratiquement un enfant d'ouvrier sur deux. Cette proportion stagne cependant depuis dix ans, alors qu'on reste encore très loin de l'objectif de 80% fixé dans les années 80. En quarante ans, les effectifs de l'enseignement supérieur ont triplé, passant de moins de 700 000 étudiants en 1968 à près de 2,3 millions en 2006.

En 1968, 46% des 35-64 ans n'avaient aucun diplôme. En 2005, ils n'étaient plus "que" 18% dans ce cas. A contrario, en 1968, 9% seulement des Français avaient un bac ou un diplôme de l'enseignement supérieur, un des niveaux les plus faibles parmi les pays développés. Ils sont 37% aujourd'hui. La France est l'un des pays où ce changement a été le plus important au cours de ces quarante dernières années. Sans pour autant devenir un pays surdiplômé: elle a simplement rejoint la moyenne et reste très éloignée sur ce plan de pays comme la Finlande ou la Corée, qui ont investi massivement dans l'éducation.

Article issu du dossier [1968-2008, d'un monde à l'autre](#)

Julien Bonnet, Guillaume Duval

*Alternatives Economiques* n° 269 - mai 2008

[imprimer](#)

[commenter](#)

[envoyer](#)

partager

taille

Notes

(1)

Les femmes ont toujours beaucoup travaillé, mais il y a quarante ans elles n'étaient le plus souvent pas rémunérées pour cela car ce travail était, pour l'essentiel, produit dans un cadre domestique ou comme aide d'un mari agriculteur ou commerçant.

(2)

Un immigré est quelqu'un qui séjourne en France depuis plus d'un an et qui est né étranger à l'étranger. Il ne l'est cependant pas forcément resté: une grande partie des immigrés ont la nationalité française.

(3)

Voir *Alternatives Economiques* n° 264, page 80.

(4)

Voir *Les Hauts revenus en France au XXe siècle: inégalités et redistribution, 1901-1998*, éd. Grasset, 2001.